

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : EUR 55/015/2012

AILRC-FR

6 septembre 2012

Azerbaïdjan. Par son attitude, le gouvernement attise dangereusement les violences ethniques

Amnesty International s'inquiète de ce que l'attitude du gouvernement de l'Azerbaïdjan envers Ramil Safarov, lieutenant de l'armée extradé par la Hongrie, ne soit perçue comme un encouragement aux violences pour motifs ethniques.

L'organisation craint que cette affaire n'enflamme les tensions déjà existantes entre Azéris et Arméniens, et n'incite à d'autres violences entre ces communautés. Elle exhorte les gouvernements des deux pays à condamner publiquement les violences pour motifs ethniques.

Ramil Safarov, qui de son propre aveu a tué et presque décapité un Arménien en raison notamment de sa nationalité, a été gracié puis promu au rang de commandant par le président Aliyev, peu après sa sortie de prison le vendredi 31 août.

En accordant à Ramil Safarov une grâce doublée d'une promotion, le président Aliyev signifie aux Azéris que la violence envers les Arméniens est non seulement acceptable, mais mérite d'être récompensée.

Le gouvernement d'Azerbaïdjan doit révoquer tous les privilèges accordés à Ramil Safarov, et condamner publiquement toute violence ethnique. Le gouvernement arménien doit pour sa part affirmer clairement qu'aucun acte de représailles envers des membres de l'ethnie azérie ne sera toléré.

En 2006, Ramil Safarov avait été condamné à une peine d'emprisonnement à perpétuité par un tribunal de Budapest, pour le meurtre d'un soldat arménien, Gourguen Margarian.

En février 2004, les deux hommes suivaient ensemble les cours du programme d'enseignement de l'anglais de l'OTAN, en Hongrie. Faisant brusquement irruption dans le dortoir où Gourguen Margarian dormait, Ramil Safarov s'est rué sur lui avec une hache, le frappant à 16 reprises à la tête et au cou avec une violence telle que la tête a été pratiquement séparée du corps.

Ramil Safarov a avoué son crime, expliquant que Gourguen Margarian avait insulté le drapeau de son pays. Le tribunal n'a pu trouver aucun élément de preuve étayant cette hypothèse. Ramil Safarov a ajouté qu'il regrettait de ne pas avoir eu plus tôt l'occasion de tuer des Arméniens.

Il a aussi dit qu'il voulait venger la mort des Azéris tombés lors du conflit ayant opposé l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 1988-1994 pour la possession de la région du Haut-Karabakh.

À cette époque, Elmira Suleymanova, médiatrice des droits humains pour l'Azerbaïdjan, avait considéré que cette condamnation était « injuste » et affirmé qu'elle espérait que Ramil Safarov pourrait être extradé en Azerbaïdjan.

À l'époque, la presse azérie, notamment les médias d'État, avaient rapporté les faits de façon à présenter Ramil Safarov comme un héros national.

Le vendredi 31 août, le gouvernement hongrois permettait à Ramil Safarov d'être renvoyé en Azerbaïdjan, affirmant avoir reçu des assurances qu'il y purgerait le reste de sa peine.

Mais dès l'arrivée de Ramil Safarov à Bakou, les autorités ont annoncé qu'elles lui accordaient, outre leur grâce, le grade de commandant, une maison et un rattrapage salarial correspondant aux huit années passées en prison.

Fin/